BELLERIVE-PLAGE
REFECTION, AMELIORATION ET REMPLACEMENT D'EQUIPEMENTS
DEMANDE DE CREDIT D'OUVRAGE
REPONSES AUX POSTULATS DE M. JEAN-CHARLES BETTENS,
DE MME MAGALI ZUERCHER ET DE M. GUY GAUDARD

Rapport-préavis N° 2009/67

Lausanne, le 16 décembre 2009

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs,

1. Objet du rapport-préavis

Par le présent rapport-préavis, la Municipalité sollicite l'octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 16'600'000 francs destiné à la réfection, à l'amélioration et au remplacement d'équipements de Bellerive-Plage et répond aux postulats de M. Jean-Charles Bettens, demandant le chauffage de l'eau des bassins de Bellerive-Plage¹, de Mme Magali Zuercher demandant l'ouverture toute l'année du parc de la piscine² et de M. Guy Gaudard, demandant l'ouverture journalière annuelle du restaurant de Bellerive-Plage³.

Table des matières

1. Objet du rapport-préavis	1
2. Préambule	2
3. Bellerive-Plage doit redevenir Bellerive-Plage	3
4. Etat des installations	3
5. Descriptif des travaux	4
5.1. Bassins-Plongeoires-Pataugeoires-Station de filtration	4
5.2. Bâtiment « 64 »	5
5.3. Bâtiment « 37 »	6
5.4. Contrôle d'accès	6
5.5. Zone de détente	7
5.6. Travaux divers	8
6. Aspects énergétiques	8
7. Aspects financiers	9
7.1. Coût des travaux	9
7.2. Plan des investissements	13

¹ Bulletin du Conseil communal (BCC) 2007-2008, tome II, pp.1231-1232.

² BCC 2008-2009, tome I, pp.213-222.

³ Ibidem.

7.3. Conséquences sur le budget	13
7.4. Compte d'attente	13
7.5. « Planisport »	13
7.6. Subventions	14
8. Couverture de la piscine	14
9. Réponses aux postulats	15
9.1. Réponse au postulat de M. Jean-Charles Bettens	15
9.2. Réponse au postulat de Mme Magali Zuercher	15
9.3. Réponse au postulat de M. Guy Gaudard	16
10. Conclusions	18

2. Préambule

Issue d'un concours d'architecture organisé en 1934, Bellerive-Plage a été inaugurée en 1937. A la fin des années 50, suite aux comblements exécutés devant Bellerive (portant la surface de cet établissement de 17'500 à 75'000 m²), un agrandissement a été décidé, comprenant un aménagement de la plage, la construction d'un nouveau bassin, l'installation d'un système de purification de l'eau en circuit fermé et la création d'une aile nouvelle abritant des vestiaires supplémentaires (connue sous le nom de « partie 64 » car achevée l'année de l'exposition nationale⁴). En 1990, votre Conseil a accepté d'accorder un crédit de 6'700'000 francs pour des travaux de réfection et de modernisation de la partie datant des années 1930⁵. Cependant, certaines améliorations prévues dans ce préavis n'ont pas pu être apportées. Il s'agit de l'adaptation et de la modernisation des jeux pour enfants ainsi que de la création d'un ascenseur atteignant tous les étages. L'insuffisance technique des installations d'alimentation en eau explique la non-réalisation de la partie ludique. Quant à l'ascenseur qui devait faciliter l'accès aux vestiaires et au restaurant des personnes à mobilité réduite, handicapées ou en charge de poussettes, sa réalisation a été remise en cause par l'administration cantonale, qui estimait qu'il pourrait défigurer ce monument classé.

En décembre 1998, un compte d'attente d'un montant de 100'000 francs⁶ a été ouvert afin d'étudier la réalisation de ces différents éléments. Il a dû être augmenté à deux reprises, de 100'000 francs en 2001⁷ et de 550'000 francs en 2004⁸, portant son total à 750'000 francs. En effet, de nouveaux travaux ont dû être pris en considération et étudiés : changement de la conduite de pompage immergée, remise en état du carrelage des différents bassins, réfection du bâtiment construit en 1964, couverture provisoire du bassin principal en hiver.

L'ampleur et la complexité des objets étudiés ont nécessité l'organisation d'un appel d'offres afin de choisir un pool d'ingénieurs, dont les travaux ont servi de base à la présente demande de crédit d'ouvrage. Le pool d'ingénieurs a étudié le remplacement de la station de filtration, le changement des tuyaux d'alimentation des bassins, le chauffage de l'eau et le remplacement des carrelages desdits bassins, l'installation d'éléments ludiques, la réfection et l'amélioration de la pataugeoire actuelle, la construction d'une nouvelle pataugeoire pour les tout petits enfants, ainsi que la réfection des dallages autour des bassins. Le Service d'architecture a, quant à lui, étudié la réfection du bâtiment dit « partie 64 », la restructuration et la transformation de l'entrée principale, les accès pour handicapés et l'amélioration des bords du lac.

⁴ Pour un historique détaillé de Bellerive-Plage, voir le préavis N° 2 du 17 janvier 1990, « Bellerive-Plage. Réfection des bâtiments et modernisation des installations », BCC 1990, tome I, pp. 836-858.

⁵ Ibidem.

⁶ BCC 1998, tome II, pp. 509-510.

⁷ Communication à la Commission des finances du Conseil communal du 5 février 2001.

⁸ Préavis N° 2004/30, du 8 juillet 2004, « Bellerive-Plage. Réfection, amélioration et remplacement d'équipements. Demande d'augmentation du compte d'attente », BCC 2004-2005, tome II, pp.284-289.

A cela s'est ajouté l'étude de faisabilité de la couverture provisoire du bassin principal durant la période hivernale.

3. Bellerive-Plage doit redevenir Bellerive-Plage

Au fil des ans, Bellerive-Plage a perdu de son aura, de cette attractivité qui faisait de sa plage et de ses pelouses le rendez-vous estival incontournable des familles, des enfants et des jeunes. Elle est devenue une piscine parmi les autres. Mais ce qui faisait sa force, ses vastes surfaces gazonnées, ses nombreux bassins, sont devenus, à la longue, moins attractifs. De 1998 à 2008, les entrées annuelles ont vu leur nombre passer de 179'000 à 129'000. Certes, certaines années ont fait exception (229'000 entrées en 2003), en raison de conditions météorologiques exceptionnelles. Dans le même temps, d'autres piscines ont réagi en changeant de politique d'accueil et en axant leurs équipements sur un public spécifique. Ainsi, Renens attire annuellement un public plus nombreux que Bellerive-Plage. A cela s'ajoute le fait que Bellerive-Plage est la seule piscine de la région à ne pas offrir une eau chauffée dans ses bassins. Or, il suffit d'un coup de froid de quelques heures pour que les bassins soient désertés plusieurs jours, le temps que l'eau se réchauffe. Ce point est au centre des reproches émis par les utilisateurs de ce site, qui, pour le reste, tout le monde en convient, est idéalement situé et offre des conditions optimales pour la baignade et le « dolce farniente » au bord du lac.

Consciente de cette situation, forte des résultats des enquêtes et analyses menées par le Service des sports, tant auprès des utilisateurs que des spécialistes du domaine, la Municipalité a décidé, dans le cadre de cette demande de crédit d'investissement, non seulement de procéder aux travaux nécessaires à la remise à niveau des installations, mais aussi, et surtout, de rendre à Bellerive-Plage la place qui est la sienne. Il ne s'agit pas de concurrencer certaines piscines ou parcs aquatiques par une surenchère d'équipements ludiques destinés seulement à une frange restreinte de la population. Il s'agit de refaire de Bellerive-Plage un lieu de détente et de loisirs pour les familles, les enfants et les préadolescents, un lieu où il fait bon venir, se voir et profiter de faire du sport ou des activités sportives. Atteindre cet objectif passe par :

- le chauffage de l'eau des bassins permettant leur utilisation tous les jours durant la période d'ouverture ;
- une refonte complète de l'accueil des enfants de 0 à 3 ans et de 4 à 8 ans par la création de nouvelles pataugeoires comprenant des jeux spécifiques ;
- la mise en place d'éléments ludiques (demandant un effort de la part de leurs utilisateurs) dans la zone lacustre de la piscine ;
- le drainage et l'amélioration des pelouses ;
- l'installation, dans le bassin non-nageurs, d'éléments de détente et de relaxation (buses permettant des jets de bulles) ;
- la transformation, en dehors de la période d'ouverture, de tout un secteur en parc public.

Toutes ces mesures, couplées avec le travail d'animation du site entrepris par le personnel du Service des sports, ont un but : faire que Bellerive-Plage redeviennne Bellerive-Plage.

4. Etat des installations

Depuis leur construction dans les années 60, le bâtiment, dit « 64 », qui abrite divers locaux, le bassin non-nageurs, la pataugeoire et la station de filtration n'ont jamais été rénovés. Le fond du bassin non-nageurs, constitué de catelles, se craquelle et devient dangereux pour les utilisateurs, la toiture du bâtiment fuit, les bétons de cette bâtisse présentent d'importants signes de carbonatation, l'étanchéité de l'immeuble n'est plus assurée, les balustrades qui entourent le bâtiment sont usées et ne correspondent plus aux normes de sécurité.

Quant aux installations de filtration, elles nécessitent des réparations de plus en plus fréquentes avec des résultats aléatoires. De plus, leur capacité maximale de traitement de l'eau est largement inférieure aux normes légales actuelles. Les tuyauteries exigent également un assainissement en raison de leur âge. Par ailleurs, l'accueil et le confort des usagers doivent être améliorés : certaines douches ne disposent pas d'alimentation en eau chaude, les pelouses se gorgent d'eau après chaque pluie (par endroit de véritables marécages se forment) et doivent être drainées, l'accès (caisses) date des années trente et n'est plus adapté, les jeux et autres aménagements ludiques ne correspondent plus aux attentes du public.

5. Descriptif des travaux

Les travaux prévus ont été divisés en six groupes principaux (« Bassins-Plongeur-Pataugeoires-Station de filtration », « Bâtiment 64 », « Bâtiment 37 », « Contrôle d'accès », « Zone de détente » et « Travaux divers »). Leurs coûts, par CFC, font l'objet d'un chapitre particulier.

5.1. Bassins-Plongeur-Pataugeoires-Station de filtration

Les fonds du bassin non-nageurs et des pédiluves, en raison de leur âge et des variations thermiques, se craquelent et deviennent dangereux pour les utilisateurs (risques de lacérations plantaires) et doivent être changés (le fond du bassin dit olympique est, quant à lui, en bon état).

Le bassin non-nageurs a une vocation de détente et de relaxation ; celle-ci sera améliorée par l'installation de buses permettant la projection de bulles ou d'eau. Ces différents éléments seront répartis dans les bordures, dans le fond et au milieu de la zone concernée. Ils créeront des remous qui auront une action apaisante pour les utilisateurs (massages, douches de nuque). Contrairement aux équipements de même type existant dans des installations thermales ou hôtelières, l'eau utilisée ne sera pas plus chaude que celle des autres bassins.

Les bétons du plongeur doivent être assainis et les barrières mises aux normes. Ces opérations respecteront la forme et le caractère uniques de cette installation.

Le fond de la pataugeoire, en raison du vieillissement des matériaux employés, doit être refait. Au-delà de ces travaux, c'est l'ensemble de l'offre en faveur des jeunes enfants (0 à 3 ans et 4 à 8 ans) qui doit être complètement revue, les équipements actuels ne répondant plus du tout aux besoins et aux attentes des familles. L'objectif fixé est de créer un lieu où les enfants pourront découvrir, en toute sécurité, de façon ludique et interactive, les joies du milieu aquatique. A la pataugeoire actuelle, qui sera entièrement transformée pour accueillir les 4 à 8 ans (profondeur maximale de 30 cm, jeux et équipements basés sur la thématique des pirates et des animaux), sera adjoint un nouveau bassin pour les tout petits (profondeur maximale de 10 cm, construit autour du thème du cirque et des clowns). L'ensemble du site sera adapté aux utilisateurs et à celles et ceux qui les accompagneront (sols, clôture de protection, etc.). Ces travaux, un des éléments phares de ce projet de rénovation et de transformation, doivent permettre de rendre à Bellerive-Plage toute son attractivité auprès des familles avec enfants en bas âge.

Les équipements de la station de filtration (bassin « d'alluvionnage », bassin tampon, bassin eau du lac, bassin eaux usées, filtres à diatomées, installation électrique et tuyauteries) ne répondent plus aux besoins ni aux exigences, tant techniques que légales, en matière de traitement des eaux. A cela s'ajoute la nécessité de remplacer l'ensemble des tuyaux d'alimentation des bassins (y compris de la pataugeoire existante). En conséquence, un nouveau dallage sera posé autour desdits bassins.

Contrairement à ce qui prévaut à Montchoisi, l'eau des bassins de Bellerive-Plage n'est pas chauffée. Cela a des conséquences directes sur la fréquentation de cet établissement, tant en début qu'en cours de saison (par exemple après une période plus ou moins longue de mauvais temps). Le chauffage de l'eau étant demandé,

avec insistance, depuis de nombreuses années par la clientèle, la solution consiste à relier les bassins, par l'intermédiaire de la station de filtration, aux équipements du chauffage à distance et de production de froid qui seront installés dans le bâtiment « 64 » (détails fournis au chapitre 5.2., ci-après). La chaleur produite par ces équipements étant récupérée et utilisée au profit de Bellerive-Plage, ceci implique la mise en place de conduites particulières entre le bâtiment « 64 » et la station de filtration.

Les groupes sanitaires situés autour de la station de filtration n'ont jamais été rénovés et doivent l'être. On profitera de ces travaux pour assurer la production d'eau chaude sanitaire pour les douches qui leur sont contiguës.

L'alimentation en eau des bassins (y compris de l'actuelle pataugeoire) se fait depuis le lac au moyen d'une prise d'eau située à plus de 200 m au large et à une quinzaine de mètres de profondeur. La conduite amenant cette eau est usée, percée à de nombreux endroits (ce qui provoque un ensablement et l'aspiration de poissons jusqu'à la station de filtration) et doit être changée.

5.2. Bâtiment « 64 »

Les comblements exécutés durant les années 50 devant Bellerive-Plage portèrent sa surface de 17'500 à 75'000 m². Outre un réaménagement de la plage, la construction d'un nouveau bassin (le bassin non-nageurs) et la réalisation de la station de filtration des eaux, il a fallu créer une nouvelle aile, en prolongement de celle bâtie dans les années trente, afin d'accueillir de nouveaux vestiaires. La création des piscines de Renens, Prilly et Pully, l'évolution des habitudes, ainsi que l'amélioration de la propreté du lac, permettant de s'y baigner à nouveau, ont fait progressivement diminuer l'utilité de ces vestiaires. Face à l'inoccupation de ces locaux, le Service des sports répondit à plusieurs demandes de mises à disposition de surfaces pour un usage sportif. Ainsi, trois clubs y ont pris successivement leurs quartiers d'hiver, à savoir, dès 1978, le club de pétanque « Le Guet » (lequel depuis 1988 y exerce également ses activités estivales), dès 1982, le club de boules ferrées « Amicale Valenciennes » et, dès 1987, la « Compagnie des Archers ». En 1993, ils sont rejoints par la fanfare « l'Etoile d'Or ». Certaines surfaces servent également au stockage de matériel nécessaire à l'exploitation de la piscine.

Dans le cadre de l'extension du chauffage à distance (CAD) au sud de la Ville, Bellerive-Plage sera un des éléments-clés de la distribution de chauffage. Cela impliquera la pose de trois échangeurs de 550 kW et leur raccordement au CAD le moment venu. Dans l'intervalle, une chaufferie provisoire à gaz a été installée pour assurer, dès l'hiver 2009-2010, le chauffage de cette partie des bâtiments de Bellerive-Plage et du complexe administratif de Grand'Rive Parc, situé au nord de l'avenue de Rhodanie. De plus, afin d'assurer, dès l'été 2010, le refroidissement de ce dernier, il sera procédé à la mise en place d'une machine de production de froid. Les rejets de chaleur de cette machine serviront au chauffage des bassins de Bellerive-Plage. Le bâtiment « 64 » a été choisi pour accueillir une partie des équipements évoqués ci-dessus. Pour le détail technique de ces installations, nous renvoyons à la lecture du préavis N° 2009/43, dont les conclusions ont été adoptées par votre Conseil le 6 octobre 2009⁹.

Quant au reste du bâtiment, les travaux prévus concernent :

- L'assainissement et la rénovation complète de l'enveloppe du bâtiment, en raison de l'état des bétons. De plus, du fait du vieillissement des matériaux et, par conséquent, de leur usure, l'étanchéité n'est plus assurée, tant au niveau de la toiture / solarium que dans les étages.

⁹ Préavis N° 2009/43, du 12 août 2009, « Construction d'une centrale de production d'eau glacée par le chauffage à distance pour la climatisation des bâtiments de Grand'Rive Parc et utilisation des rejets thermiques pour le chauffage des bassins de la piscine de Bellerive. Raccordement d'une partie des locaux au chauffage à distance. », BCC à paraître.

- La rénovation des douches hommes et femmes. Ces installations n'ont jamais été transformées ou modernisées. Elles seront équipées de systèmes plus économiques (fermeture automatique de l'eau après un temps prédéterminé) et divisées en cabines et non plus en blocs uniques.
- Le remplacement, dans le cadre de la rénovation des douches, de la chaudière et du chauffe-eau, datant de 1971 et ne répondant plus aux normes OpAir (Ordonnance sur la protection de l'air), par un échangeur de chaleur raccordé sur le réseau de chauffage à distance. En attendant ce raccordement, la production de chaleur et d'eau chaude sera assurée provisoirement par une chaudière à gaz (reprise par le service du gaz et du chauffage à distance, dès la mise en service du CAD).
- La réfection des conduites d'eau froide et d'eau chaude.

5.3. Bâtiment « 37 »

Comme indiqué en préambule à ce rapport-préavis, la partie originale de Bellerive-Plage a fait l'objet, dans les années 90, de travaux de réfection et de modernisation. Certains travaux n'ont pas pu être menés à bien, particulièrement en raison d'oppositions formulées par certains services cantonaux (contraintes liées à l'inscription à l'inventaire cantonal, au sens de la Loi sur la protection de la nature, des monuments et des sites du 10 décembre 1969). Aujourd'hui, d'entente avec ces mêmes services, certains d'entre eux peuvent être entrepris. Cela dit, les travaux prévus concernent :

- La réhabilitation des douches et toilettes dites « historiques » des travées 4 et 5. Le strict respect des règles de protection du patrimoine a rendu ces installations sanitaires quasi insalubres et plus du tout conformes aux dispositions légales en matière d'hygiène et d'économies d'énergie. Les douches seront équipées de systèmes de fermeture automatique de l'eau (relevons qu'elles ne sont pour l'instant pas raccordées au système de distribution d'eau chaude) et les toilettes d'équipements modernes.
- La création de douches complémentaires dans le vestiaire « hommes » du personnel.
- Le remplacement de la chaudière et du chauffe-eau, qui ne répondent plus aux besoins et aux normes actuelles, par un échangeur de chaleur raccordé sur le réseau de chauffage à distance. En attendant ce raccordement, la production de chaleur et d'eau chaude sera assurée provisoirement par une chaudière à gaz (reprise par le Service du gaz et du chauffage à distance, dès la mise en service du CAD).
- L'installation d'un ascenseur pour permettre un accès facilité aux vestiaires et au restaurant. En effet, conçue dans les années 30, Bellerive-Plage n'a pas pris en compte et intégré dans son architecture les besoins des personnes à mobilité réduite ou handicapées, de même que l'accueil des poussettes. Prévu dans le préavis de 1990, cet ascenseur a été refusé par l'administration cantonale dans le cadre de la protection du patrimoine. Un lift d'escalier a alors été installé à titre transitoire. Aujourd'hui, après négociation, cette même administration reconnaît le bien-fondé de cette demande et accepte l'installation de cet équipement. Toutefois, pour des raisons techniques, mais aussi liées à la protection du patrimoine, l'ascenseur ne desservira que le rez-de-chaussée et les pelouses. L'accès au restaurant se fera par le lift d'escalier, qui sera démonté et déplacé en hauteur.
- Le remplacement des joints de dilatation, qui sont usés.

5.4. Contrôle d'accès

La rotonde de Bellerive-Plage accueille le restaurant de la piscine, divers bureaux et un kiosque. C'est aussi et avant tout le point de passage obligé pour accéder aux vestiaires, aux bassins, aux pelouses et à la plage. Deux caisses (l'une d'origine, l'autre construite « à titre provisoire » quelques années plus tard) en

contrôlent, plus ou moins, l'accès. Plutôt moins que plus ! Leur emplacement et leur réalisation ne permettent pas un contrôle efficace des portillons (d'origine) qui permettent à la clientèle de sortir. D'où la nécessité, pour le Service des sports, d'engager du personnel auxiliaire chargé de surveiller cette zone et d'empêcher la resquille (en très forte diminution, depuis la mise en place de cette surveillance). De plus, ces caisses, du fait de leur conception, ne permettent pas de répondre de façon efficace à tout afflux de clients.

Après discussion et autorisation de la part des services cantonaux concernés, deux nouvelles caisses vont être construites et un système de contrôle d'accès, dont le sens de passage peut être inversé au gré des besoins, sera installé. Ce système, mesurant 1,4 m de haut et ne laissant le passage que d'une personne à la fois, permettra de faire face aux afflux de clients et de diminuer la resquille.

L'installation de ce système s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre d'un nouveau concept de billetterie. En lieu et place des anciennes cartes à trous ou des abonnements en carton avec photographie collée dessus, ce nouveau concept prévoit l'introduction de cartes à puces rechargeables et d'abonnements avec photographie digitalisée et également rechargeables, le tout compatible avec les différentes piscines de la région. Les billets, pour entrée unique, seront munis d'un code-barres permettant une lecture rapide (sortie). Basé sur l'expérience de la piscine de Pully, partenaire de Lausanne au sein de l'association des piscines de la région lausannoise, le système retenu permettra une plus grande rationalité dans le traitement des abonnements et des entrées individuelles, tout en permettant, à terme, de réaliser des économies. Il sera installé en même temps dans les piscines de Mon-Repos et de Montchoisi.

Le changement d'emplacement des caisses impliquera la suppression du kiosque. Certains des articles vendus par ce dernier, en particulier ceux liés à la baignade, seront disponibles auprès du service de location de la piscine et d'automates.

5.5. Zone de détente

La réputation de Bellerive-Plage tient à son emplacement et à la zone de détente qu'elle offre. Outre une pelouse de plusieurs milliers de m², cette zone comprend une plage et un accès direct au lac. Afin d'améliorer l'accueil de la clientèle, mais également de remettre à niveau certains équipements, des travaux doivent être entrepris dans cette zone. De plus, en réponse au postulat de Mme M. Zuercher, une partie de cette pelouse sera transformée, durant la période de fermeture de la piscine, en parc ouvert au public.

Gagné sur le lac par comblement dans les années 50, le terrain sur lequel est posée la pelouse nécessite d'être drainé. Chaque pluie transforme la pelouse en marécage et, du fait de la nature du sol, crée par endroits des poches d'eau qui ne se résorbent que très lentement. Cette situation, qui a empiré avec les années, a des conséquences directes sur la fréquentation de Bellerive-Plage.

L'arrosage de la pelouse se fait au moyen de tuyaux rigides. Ce système, qui peut présenter un danger pour la clientèle, manque de souplesse, sans jeu de mots, dans son utilisation (ne peut être interrompu en cas de pluie, demande beaucoup de temps pour son installation et son enlèvement, consomme beaucoup d'eau, etc.). C'est pourquoi, il est prévu de profiter des travaux de drainage de la pelouse pour installer un système d'arrosage automatique.

Ces travaux seront également l'occasion de remplacer les douches des pelouses, ainsi que leurs amenées et évacuations d'eau.

Les surfaces herbeuses, à l'ouest des bassins, sont consacrées, en partie, à la pratique de sports, tels que le football, le beach volleyball ou le basketball. A l'avenir, durant la période de fermeture de la piscine, grâce à un système de barrières amovibles, ces surfaces seront ouvertes au public. Transformées en parc, elles permettront à tout un chacun de profiter, y compris à la « mauvaise » saison, d'une vue magnifique et d'un

espace de tranquillité. Afin d'améliorer la convivialité des lieux, des travaux seront entrepris à la buvette du minigolf, afin de créer une terrasse et de permettre une ouverture annuelle des lieux.

La plage de Bellerive, l'une des plus belles de Lausanne et de sa région, est très appréciée du public. Toutefois, elle n'offre que peu (pour ne pas dire pas) de confort et d'équipements ludiques ou de détente. Afin d'améliorer cette situation, la création de jeux lacustres amovibles, nécessitant une activité physique, est prévue. Leur surveillance nécessitera une augmentation de l'effectif des gardes-bains, mais sans incidence sur l'effectif total du personnel de cette installation (transformation d'un poste, à l'occasion d'un départ naturel).

Enfin, les installations sanitaires du bâtiment situé en bordure de la zone de détente, à l'angle de l'actuelle pataugeoire et des tables de ping-pong, utilisées principalement par les enfants, doivent absolument être refaites, car proches de l'insalubrité.

5.6. Travaux divers

Une rampe permettant aux personnes à mobilité réduite d'accéder aux bassins sera réalisée.

La signalisation intérieure de Bellerive-Plage nécessite une refonte complète et une adaptation aux exigences actuelles en la matière.

Pour des raisons de sécurité, les haies d'arbustes épineux qui entourent les bassins doivent être remplacées.

Les bétons du mur marquant la séparation des parties « 37 » et « 64 » doivent être assainis. Ces travaux respecteront le caractère de cet ouvrage datant des années 30.

A plusieurs reprises, les containers servant de poubelles et entreposés le long de l'avenue de Rhodanie ont été la cible d'actes malintentionnés et, par deux fois, incendiés. Pour éviter la répétition de tels actes, un local pour leur entreposage sera créé.

6. Aspects énergétiques

L'ouverture de Bellerive-Plage s'étend de mi-mai à début septembre, de 9h30 à 20h30 en fonction des conditions météorologiques. L'eau étant pompée au large à une quinzaine de mètres de fond, puis envoyée dans les bassins après filtration et chloration, sa température peut varier fortement en fonction de ces mêmes conditions météorologiques. Renouvelée en moyenne toutes les quatre à six heures, elle ne peut se réchauffer que très lentement (il faut compter entre trois et quatre jours consécutifs d'ensoleillement pour que la température de l'eau monte à un niveau acceptable). Cela, nous l'avons indiqué au chapitre 5.1., a des conséquences sur la fréquentation de la piscine, même lors des périodes de beau temps. D'où une demande insistante de la clientèle de pouvoir bénéficier d'une eau chauffée à env. 24 °C, comme à Montchoisi ou dans les autres piscines ouvertes de la région. A cette demande s'est ajouté le besoin de disposer d'eau chaude sanitaire pour les douches. Environ 40 douches sont dispersées de la Rotonde à l'extrémité du bâtiment « 64 », certaines insuffisamment chauffées (différents moyens de production de chaleur à gaz sans cohérence globale), d'autres pas du tout chauffées.

Produire la chaleur nécessaire pour répondre à ces demandes pose un certain nombre de questions dans les domaines environnementaux, financiers et techniques. L'énergie thermique nécessaire pour pouvoir, au début du mois de mai, juste avant l'ouverture de la piscine, porter en moins de deux semaines de 10 °C à 24°C l'eau des bassins, puis maintenir la température de l'eau à un niveau de 24 °C durant la période d'exploitation, s'élève à environ 1'100 kWh, soit 1'620 MWh pour une saison. Cette dépense élevée

d'énergie s'explique par le volume important (plus de 5'000 m³) à chauffer. De plus, la grande surface des bassins a également une influence sur la déperdition d'énergie, spécialement pour le bassin non-nageurs, fortement exposé à la bise. A cela s'ajoutent les exigences de la loi cantonale sur l'énergie (LVLene) du 16 mai 2006, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2006, loi dont le règlement d'application, RLVene, est entré en vigueur le 1^{er} novembre de la même année. En effet, l'article 56 RLVene précise que la construction et l'assainissement de piscines extérieures chauffées, ainsi que les modifications importantes de leurs installations ne sont admis que si des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur inutilisables autrement sont exclusivement employés. De ces contraintes, ainsi que de celle du coût des installations nécessaires, y compris de leur exploitation, sont sorties (et ont été étudiées) quatre solutions : capteurs solaires thermiques, chaufferie à plaquettes de bois, pompe à chaleur avec couverture nocturne des bassins et chauffage à distance. Après analyse, la solution la plus favorable du point de vue environnemental, financier et technique est celle du chauffage à distance (CAD), solution déjà admise par votre Conseil dans le cadre de l'examen du préavis 2009/43.

7. Aspects financiers

7.1. Coût des travaux

Bassins, plongeur, pataugeoires, station de filtration

1. TRAVAUX PREPARATOIRES		Fr. 15'100.-
CFC 10 Relevés, études géotechniques	Fr. 7'100.-	
CFC 11 Déblaiement, préparation du terrain	Fr. 3'000.-	
CFC 15 Adaptation du réseau de conduites existant	Fr. 5'000.-	
2. BATIMENT		Fr. 4'076'400.-
CFC 21 Gros œuvre 1	Fr. 156'500.-	
CFC 23 Installations électriques	Fr. 364'500.-	
CFC 24 Chauffage, ventilation, conditionnement d'air (installation)	Fr. 3'078'000.-	
CFC 25 Installations sanitaires	Fr. 306'000.-	
CFC 27 Aménagements intérieurs 1	Fr. 86'700.-	
CFC 28 Aménagements intérieurs 2	Fr. 41'700.-	
CFC 29 Honoraires	Fr. 43'000.-	
4. AMENAGEMENTS EXTERIEURS		Fr. 5'341'600.-
CFC 41 Constructions	Fr. 4'378'500.-	
CFC 42 Jardins	Fr. 50'000.-	
CFC 49 Honoraires	Fr. 913'100.-	
5. FRAIS SECONDAIRES ET COMPTES D'ATTENTE		Fr. 114'200.-
CFC 51 Autorisations et taxes	Fr. 34'700.-	
CFC 52 Echantillons, maquettes, reproductions, documents	Fr. 28'400.-	
CFC 53 Assurances	Fr. 22'000.-	
CFC 55 Prestations du maître d'ouvrage	Fr. 4'300.-	
CFC 56 Autres frais secondaires	Fr. 24'800.-	
6. RESERVE		Fr. 809'700.-
9. AMEUBLEMENT ET DECORATION		Fr. 41'000.-
CFC 98 Œuvres d'art	Fr. 41'000.-	

TOTAL BASSINS		<u>Fr. 10'398'000.-</u>
Bâtiment « 64 »		
0. TERRAIN		Fr. 10'000.-
CFC 05 Conduites de raccordement aux réseaux (hors parcelle)	Fr. 10'000.-	
1. TRAVAUX PREPARATOIRES		Fr. 54'000.-
CFC 11 Déblaiement, préparation du terrain	Fr. 54'000.-	
2. BATIMENT		Fr. 2'081'200.-
CFC 21 Gros œuvre 1	Fr. 576'100.-	
CFC 22 Gros œuvre 2	Fr. 1'001'000.-	
CFC 23 Installations électriques	Fr. 98'000.-	
CFC 24 Chauffage, ventilation, conditionnement d'air (installation)	Fr. 176'300.-	
CFC 25 Installations sanitaires	Fr. 91'000.-	
CFC 27 Aménagements intérieurs 1	Fr. 16'800.-	
CFC 28 Aménagements intérieurs 2	Fr. 26'500.-	
CFC 29 Honoraires	Fr. 95'500.-	
3. EQUIPEMENTS D'EXPLOITATION		Fr. 16'000.-
CFC 36 Installations de transport / Installations de stockage	Fr. 16'000.-	
4. AMENAGEMENTS EXTERIEURS		Fr. 9'000.-
CFC 42 Jardins	Fr. 9'000.-	
5. FRAIS SECONDAIRES ET COMPTES D'ATTENTE		Fr. 40'000.-
CFC 51 Autorisations et taxes	Fr. 33'000.-	
CFC 52 Echantillons, maquettes, reproductions, documents	Fr. 5'000.-	
CFC 56 Autres frais secondaires	Fr. 2'000.-	
6. RESERVE		Fr. 207'800.-
9. AMEUBLEMENT ET DECORATION		<u>Fr. 22'000.-</u>
CFC 98 Œuvres d'art	Fr. 22'000.-	
TOTAL BATIMENT « 64 »		<u>Fr. 2'440'000.-</u>

Bâtiment « 37 »

1. TRAVAUX PREPARATOIRES		Fr. 9'000.-
CFC 11 Déblaiement, préparation du terrain	Fr. 9'000.-	
2. BATIMENT		Fr. 566'600.-
CFC 21 Gros œuvre 1	Fr. 83'000.-	
CFC 22 Gros œuvre 2	Fr. 17'000.-	
CFC 23 Installations électriques	Fr. 60'400.-	
CFC 24 Chauffage, ventilation, conditionnement d'air (installation)	Fr. 70'000.-	
CFC 25 Installations sanitaires	Fr. 151'000.-	
CFC 26 Installation de transport	Fr. 39'000.-	
CFC 27 Aménagements intérieurs 1	Fr. 32'300.-	
CFC 28 Aménagements intérieurs 2	Fr. 47'000.-	
CFC 29 Honoraires	Fr. 66'900.-	
5. FRAIS SECONDAIRES ET COMPTES D'ATTENTE		Fr. 12'000.-
CFC 51 Autorisations et taxes	Fr. 9'000.-	
CFC 52 Echantillons, maquettes, reproductions, documents	Fr. 3'000.-	
6. RESERVE		Fr. 55'800.-
9. AMEUBLEMENT ET DECORATION		Fr. 5'600.-
CFC 98 Œuvres d'art	Fr. 5'600.-	
TOTAL BATIMENT « 37 »		<u>Fr. 649'000.-</u>

Contrôle d'accès

1. TRAVAUX PREPARATOIRES		Fr. 5'300.-
CFC 11 Déblaiement, préparation du terrain	Fr. 5'300.-	
2. BATIMENT		Fr. 89'000.-
CFC 21 Gros œuvre 1	Fr. 8'000.-	
CFC 23 Installations électriques	Fr. 31'000.-	
CFC 27 Aménagements intérieurs 1	Fr. 39'000.-	
CFC 28 Aménagements intérieurs 2	Fr. 11'000.-	
3. EQUIPEMENTS D'EXPLOITATION		Fr. 534'500.-
CFC 33 Installations électriques	Fr. 41'000.-	
CFC 37 Aménagements intérieurs 1	Fr. 476'000.-	
CFC 39 Honoraires	Fr. 17'500.-	
5. FRAIS SECONDAIRES ET COMPTES D'ATTENTE		Fr. 4'000.-
CFC 51 Autorisations et taxes	Fr. 3'000.-	
CFC 52 Echantillons, maquettes, reproductions, documents	Fr. 1'000.-	
6. RESERVE		Fr. 62'200.-
TOTAL CONTROLE D'ACCES		<u>Fr. 695'000.-</u>

Zone de détente

1. TRAVAUX PREPARATOIRES		Fr. 5'000.-
CFC 10 Relevés, études géotechniques	Fr. 5'000.-	
2. BATIMENT		Fr. 314'500.-
CFC 21 Gros œuvre 1	Fr. 28'000.-	
CFC 23 Installations électriques	Fr. 79'700.-	
CFC 25 Installations sanitaires (appareils sanitaires d'alimentation)	Fr. 109'900.-	
CFC 27 Aménagements intérieurs 1	Fr. 19'500.-	
CFC 28 Aménagements intérieurs 2	Fr. 45'500.-	
CFC 29 Honoraires	Fr. 31'900.-	
4. AMENAGEMENTS EXTERIEURS		Fr. 1'670'200.-
CFC 40 Mise en forme du terrain	Fr. 21'000.-	
CFC 41 Constructions	Fr. 189'600.-	
CFC 42 Jardins	Fr. 857'000.-	
CFC 44 Installations	Fr. 295'000.-	
CFC 45 Conduites de raccordements aux réseaux	Fr. 255'300.-	
CFC 49 Honoraires	Fr. 52'300.-	
5. FRAIS SECONDAIRES ET COMPTES D'ATTENTE		Fr. 4'500.-
CFC 51 Autorisations et taxes	Fr. 4'500.-	
6. RESERVE		Fr. 101'600.-
9. AMEUBLEMENT ET DECORATION		<u>Fr. 124'200.-</u>
CFC 90 Meubles	Fr. 122'000.-	
CFC 98 Œuvres d'art	Fr. 2'200.-	
TOTAL ZONE DE DETENTE		<u>Fr. 2'220'000.-</u>

Travaux divers

3 EQUIPEMENTS D'EXPLOITATION		Fr. 50'000.-
CFC 37 Aménagements intérieurs 1 (signalisation)	Fr. 50'000.-	
4. AMENAGEMENTS EXTERIEURS		Fr. 132'000.-
CFC 41 Constructions	Fr. 102'500.-	
CFC 42 Jardins	Fr. 20'000.-	
CFC 49 Honoraires	Fr. 9'500.-	
5. FRAIS SECONDAIRES ET COMPTES D'ATTENTE		Fr. 3'000.-
CFC 51 Autorisations et taxes	Fr. 3'000.-	
6. RESERVE		<u>Fr. 13'000.-</u>
TOTAL TRAVAUX DIVERS		<u>Fr. 198'000.-</u>

Récapitulatif

BASSINS	Fr. 10'398'000.-	
BATIMENT « 64 »	Fr. 2'440'000.-	
BATIMENT « 37 »	Fr. 649'000.-	
CONTROLE D'ACCES	Fr. 695'000.-	
ZONE DE DETENTE	Fr. 2'220'000.-	
TRAVAUX DIVERS	Fr. 198'000.-	
TOTAL		<u>Fr. 16'600'000.-</u>

7.2. Plan des investissements

Le plan des investissements pour les années 2010-2013 prévoit un montant de 16 millions de francs pour la réalisation des travaux présentés ci-dessus. La différence entre ce montant et celui demandé provient de la prise en compte de travaux non prévus initialement, ainsi que de l'actualisation de plusieurs offres. Cette différence se répartit comme suit :

Actualisation des différentes offres	Fr. 107'000.-	
Réponse au postulat de Mme M. Zuercher	Fr. 443'000.-	
Signalisation	Fr. 50'000.-	
TOTAL		Fr. 600'000.-

7.3. Conséquences sur le budget

Calculées sous la forme d'annuités constantes, au taux de 3,5 % pendant 20 ans, les charges financières annuelles s'élèvent à 1'168'000 francs. Le chauffage de l'eau des bassins aura des conséquences sur le budget d'exploitation de Bellerive-Plage. Toutefois, seules des estimations peuvent être faites. En effet, les conditions météorologiques rencontrées chaque année auront une influence directe sur la consommation d'énergie. Les estimations actuelles tablent sur une augmentation annuelle moyenne des charges de 20'000 francs qui sera compensée par une augmentation de la fréquentation.

7.4. Compte d'attente

Les dépenses actuellement enregistrées sur le compte d'attente N° 2101.582.308, de 750'000 francs, objet du préavis N° 2004/30 du 8 juillet 2004¹⁰, s'élèvent à 400'000 francs. Ce montant sera balancé par prélèvement sur le crédit d'investissement du patrimoine administratif, objet du présent rapport-préavis.

7.5. « Planisport »

Les travaux, évoqués dans ce rapport-préavis, font partie de la planification des investissements en matière d'installations sportives, présentée dans le cadre du rapport-préavis N° 2005/28 du 4 mai 2005, « Planisport (...) »¹¹.

¹⁰ Cf. Note N° 8.

¹¹ « Planisport. Planification des investissements en matière d'installations sportives. Réponse à la motion Alain Bron. », BCC 2005-2006, tome I, pp. 871-886.

7.6. Subventions

Les travaux présentés dans ce rapport-préavis feront l'objet d'une demande d'aide auprès de la Commission cantonale du fonds du sport. Les éventuelles aides perçues seront portées en amortissement du crédit sollicité.

8. Couverture de la piscine

Dans le même temps qu'étaient conduites les études liées aux travaux décrits dans le présent rapport-préavis, le projet de création d'une piscine « olympique » couverte a refait surface. Dans son rapport-préavis N° 2003/4, du 23 janvier 2003, « Piscine olympique couverte. Réponse à la motion Eliane Rey »¹², la Municipalité a expliqué que la Ville ne pouvait assumer seule les coûts de réalisation et d'exploitation d'une telle installation : une telle piscine ne peut voir le jour que si elle est soutenue et financée par l'ensemble des collectivités publiques concernées ou par un sponsor privé. Dès la parution de cette réponse, de nombreuses voix se sont fait entendre pour demander qu'une étude de faisabilité soit entreprise et que Lausanne Région soit saisie du dossier.

Dès 2005, Lausanne Région a fait étudier, outre la possibilité de réaliser une piscine couverte sur divers sites de la région lausannoise, la faisabilité de la mise en place, à Bellerive, d'une couverture hivernale amovible, sous la forme d'une bulle gonflable, accompagnée d'une construction fixe destinée à abriter des locaux techniques et des vestiaires. A l'image de ce qui se fait pour les courts de tennis, la bulle serait posée en automne pour être enlevée juste avant la saison d'exploitation estivale. Une soufflerie la maintiendrait dans son gabarit. Deux installations de ce type existent en Suisse. Toutes deux ont été mises en place sur un bassin de 50 mètres : la première en 2003 à Schaffhouse et la seconde en 2004 à Lugano. Ces équipements remplissent parfaitement leur rôle et sont utilisés aussi bien par les clubs de natation, que par les écoles ou par le public, en fonction d'un horaire prédéterminé. Toutefois, dans le cas de Lausanne, l'importance des différents besoins énergétiques pour le chauffage des vestiaires, de l'eau des bassins et de l'eau sanitaire des douches, ainsi que pour le fonctionnement de la soufflerie, pose le problème de la (des) source(s) d'énergie appelée(s) à combler ces besoins (pompe à chaleur, chaufferie à bois ou panneaux solaires thermiques), ainsi que la question de l'adéquation de cette (ces) source(s) avec les exigences de la loi cantonale sur l'énergie (LVLEne). Des études complémentaires ont donc été nécessaires et ont impliqué l'ouverture d'un compte d'attente, ce qui a été fait en août 2005, pour un montant de 250'000 francs¹³.

Ces études ont révélé que, bien que techniquement réalisable, la couverture de la piscine présente un très mauvais bilan énergétique et qu'il n'est pas possible de répondre aux exigences légales en la matière, sans dénaturer complètement le projet (couverture fixe et isolation équivalente à celle d'un bâtiment « en dur »). C'est pourquoi, en août 2006, après l'annonce du projet « Métamorphose », qui comprend la réalisation d'une piscine couverte de dimensions « olympiques », l'idée de couverture amovible du bassin de 50 m de Bellerive-Plage a été abandonnée.

¹² BCC 2003, tome I, pp. 665-674.

¹³ Communication à la Commission des finances du Conseil communal du 15 août 2005.

9. Réponses aux postulats

9.1. Réponse au postulat de M. Jean-Charles Bettens

Le postulat de M. Jean-Charles Bettens, intitulé « Pour une piscine de Bellerive chauffée », a été déposé le 17 juin 2008 et a été directement renvoyé à la Municipalité pour étude et rapport le 1^{er} juillet de la même année¹⁴

Rappel du postulat

Dans ses lignes, M. Bettens demande que le handicap, dont souffre Bellerive-Plage, à savoir des bassins non chauffés, soit surmonté le plus rapidement possible, afin de rendre à cette installation son attractivité.

Réponse de la Municipalité

En matière d'installations sportives, la Municipalité a fait du chauffage des bassins de Bellerive-Plage l'une de ses priorités. Cette transformation technique a été, dès le début, au cœur du projet qui vous est aujourd'hui soumis. Elle a aussi été au centre du préavis N° 2009/43, qui prévoit la valorisation des rejets thermiques des installations de climatisation des bâtiments de Grand'Rive Parc pour le chauffage de l'eau de Bellerive-Plage, préavis dont les conclusions ont été adoptées par votre Conseil dans sa séance du 6 octobre 2009¹⁵. Tel que prévu dans ce projet, le chauffage de l'eau, qui répond aux attentes de M. Bettens et à celles des utilisateurs, permettra d'attirer une nouvelle clientèle. La température de l'eau des bassins sera portée à 24 °C, comme le font la plupart des piscines en plein air de l'agglomération. Quant au coût de cette opération (investissements et exploitation), sa répercussion sur le prix des entrées à Bellerive-Plage ne doit pas se faire de façon intégrale et linéaire. En effet, le souhait de la Municipalité, déjà exprimé dans ces pages, est de faire de ce site un lieu de détente et de loisirs, principalement pour les familles avec enfants en bas âge ou préadolescents. Les prix d'entrée doivent, par conséquent, demeurer et demeureront populaires et accessibles à tous.

9.2. Réponse au postulat de Mme Magali Zuercher

Le postulat de Mme Magali Zuercher, intitulé « Le parc de la piscine de Bellerive ouvert toute l'année », a été déposé le 22 janvier 2008 et a été pris en considération et renvoyé à la Municipalité pour étude et rapport le 7 octobre de la même année¹⁶.

Rappel du postulat

Mme Zuercher constate que les rives du lac constituent un vaste parc, qui attire un grand nombre de visiteurs (touristes, habitants de Lausanne, etc.), mais qui n'est pas extensible. Or, au vu des développements urbanistiques prévus pour ces prochaines années, un besoin accru en espaces de détente et de loisirs va se faire sentir. C'est pourquoi, elle propose de mettre à disposition de la population le parc et les terrains de sports de Bellerive-Plage, en dehors de la période d'ouverture. Mme Zuercher demande également que soit étudiée la possibilité de transformer l'un des bassins en patinoire à ciel ouvert.

Réponse de la Municipalité

Gagnée sur le lac durant les années 50, modifiée et ayant acquis sa forme actuelle dans les années 60, la zone de détente de Bellerive-Plage comprend deux grandes surfaces vertes à l'ouest et à l'est des bassins. Ces

¹⁴ BCC 2007-2008, tome II, pp.1231-1232.

¹⁵ Cf. Note 9

¹⁶ BCC 2008-2009, tome I, pp.213-222.

surfaces de plusieurs milliers de m² font le succès des lieux. Elles permettent aux familles de disposer de place, de pique-niquer et d'être proches de l'ensemble des installations et commodités : vestiaires, bassins, restaurant, lac, pataugeoire, etc. (terrains à l'est des bassins), ou aux adolescents de pratiquer de nombreux sports : beach volleyball, basketball, etc. (terrains à l'ouest des bassins). En fin de saison, ces surfaces, comme l'ensemble des installations de Bellerive-Plage, sont fermées au public. Ces périodes sont utilisées pour nettoyer et régénérer les surfaces herbeuses.

Rappelons que chaque pluie transforme ces surfaces en marécage et, du fait de la nature du sol, crée par endroits des poches d'eau, qui ne se résorbent que très lentement. Cette situation, qui a empiré avec les années, a des conséquences directes sur la fréquentation de Bellerive-Plage et empêche, hors saison, les travaux d'entretien nécessaires. Le drainage des terrains et la stabilisation des sols sont, par conséquent, une des priorités de ce rapport-préavis.

Dès que ces travaux seront achevés, l'ouverture au public, telle que demandée par Mme Zuercher, de ces vastes surfaces vertes au bord du lac, doit pouvoir intervenir rapidement. Les conséquences de cette ouverture sur l'entretien des sols (déjections canines, bris de verre, repos des surfaces engazonnées) et sur la sécurité (éclairage, protection des bassins), ainsi que le coût de celle-ci (achat des équipements nécessaires, aménagements, pose et dépose des barrières, etc.) ont été étudiés avec attention. Pour des raisons pratiques, surfaces utilisées pour des activités sportives, proximité d'autres surfaces ouvertes au public (théâtre) et de synergie (présence de la buvette du minigolf), la surface pouvant le mieux répondre aux attentes est celle située à l'ouest des bassins. D'une surface de 12'585 m², elle accueille actuellement des surfaces de jeux, en particulier pour la pratique du football, du beach volleyball et du basketball. Equipée de barrières amovibles, drainée et complétée par un aménagement de la buvette du minigolf permettant une ouverture prolongée, voire annuelle, cette surface constituera une parfaite zone de détente même durant la « mauvaise » saison.

En ce qui concerne la demande de Mme Zuercher portant sur la création d'une patinoire, par exemple sur le bassin non-nageurs, si cela est techniquement possible, les coûts de réalisation et d'exploitation (nécessité, par exemple, d'engager du personnel de surveillance et d'exploitation) rendent cette idée irréalisable. De plus, la Municipalité estime qu'avec les surfaces de Montchoisi (deux), du Vélodrome (une) et du Centre intercommunal de glace de Malley (CIGM) (trois), les pratiquants des sports de glace et autres amoureux du patinage ont suffisamment de patinoires à leur disposition.

9.3. Réponse au postulat de M. Guy Gaudard

Le postulat de M. Guy Gaudard, intitulé « Pour une ouverture journalière annuelle du restaurant de la piscine de Bellerive », a été déposé le 8 avril 2008 et a été pris en considération et renvoyé à la Municipalité pour étude et rapport le 7 octobre de la même année¹⁷.

Rappel du postulat

Avec cette initiative, M. Gaudard demande à la Municipalité que soit étudiée la faisabilité et soit chiffré le coût d'une transformation du restaurant de Bellerive-Plage, afin que celui-ci puisse être ouvert toute l'année. Il fait la même demande pour les autres restaurants appartenant à la Ville et dont les périodes d'ouverture sont limitées pour des raisons saisonnières.

Réponse de la Municipalité

Le restaurant de Bellerive-Plage est indissociable de la rotonde créée en 1937 par l'architecte Marc Piccard. Bâtiment unique et remarquable, qui se caractérise par la légèreté de ses structures en béton, ses espaces et

¹⁷ Ibidem.

ses matériaux volontairement laissés à l'état brut. Plus de septante ans après sa réalisation, elle dégage toujours une impression de simplicité et de pureté. Ces qualités ont été reconnues par l'inscription de l'ensemble de la partie « 1937 » au recensement architectural de la commune (1985) et à l'inventaire cantonal (note « 2 », en 1987). Relevons que le service cantonal en charge de la protection du patrimoine qualifie cet ensemble d'objet d'importance régionale, devant être conservé dans sa forme et sa substance, les éventuelles modifications pouvant être apportées ne devant pas altérer son caractère. En 1993, une rénovation, conduite par le bureau d'architecture Devanthery & Lamunière, a rendu à l'ensemble ses caractéristiques d'origine.

Dès la conception des bâtiments, seule une exploitation estivale du restaurant a été envisagée. Cela se caractérise dans la rotonde par les très grandes baies vitrées et l'absence de tout système de chauffage. Le passage à une exploitation annuelle implique une modification de l'habitabilité des lieux. Ils devront satisfaire à des besoins de confort hivernal, être conformes aux exigences légales en matière de construction et d'économies d'énergie et être accessibles aux handicapés.

Un concept architectural et technique, susceptible de répondre à ces exigences, a dû être vérifié. Très rapidement, d'importantes difficultés sont apparues. Les modifications nécessaires, en particulier afin de répondre aux normes en matière d'économies d'énergie, sont de nature à porter une atteinte inadmissible au caractère du bâtiment. Un compromis admissible, entre respect de l'ouvrage et confort d'utilisation minimum, a dû être trouvé. Le concept développé, qui fait appel à des solutions novatrices, a été soumis aux services cantonaux concernés et comprendrait :

- *Isolation des façades.* Les façades sont composées de vitrages coulissant verticalement. Leur fonctionnement est assuré par un système hydraulique d'époque (vérifié lors des travaux de 1993). Pour des raisons historiques, les vitrages et le système hydraulique doivent être conservés. Seuls les verres peuvent être remplacés par des verres isolants. Le surpoids inhérent ne compromet pas le système hydraulique. Toutefois, l'amélioration thermique ainsi obtenue ne permet pas d'atteindre la valeur limite de la norme SIA en la matière.
- *Isolation de la toiture.* L'isolation du toit doit se faire par l'extérieur, car la salle du restaurant doit garder son aspect actuel. Afin de ne pas trop augmenter l'épaisseur de la toiture et ne pas altérer son aspect extérieur, un système d'isolation à vide d'air de 3 cm d'épaisseur doit être choisi. Cependant, malgré une amélioration thermique sept fois supérieure à la situation actuelle, la valeur limite de la norme SIA n'est pas atteinte.
- *Isolation du sol.* Les seuils des portes ne permettent pas de surhausser le niveau du sol de plus de 35 mm ; de ce fait, le sol ne peut être isolé qu'avec un système à vide d'air recouvert d'un plancher en bois, recouvert lui-même de linoléum. Cette méthode implique le démontage complet de la cuisine. Là aussi, l'amélioration thermique, bien que sept fois supérieure à la situation actuelle, reste inférieure aux valeurs de la norme SIA.
- *Personnes handicapées et à mobilité réduite.* L'accès au restaurant pour les handicapés et les personnes à mobilité réduite ne peut se faire qu'avec les moyens prévus au chapitre 5.3., soit un cheminement compliqué et peu convivial, se faisant par l'extérieur, mais, seul possible au vu des contraintes liées au respect du bâtiment. Un WC pour handicapés devrait être réalisé, de même qu'une transformation du service (actuellement système de libre-service).

Les vitrages intérieurs, donnant sur un espace ouvert en toiture, ne peuvent être modifiés, car ils comportent des verres martelés d'époque. Il en va de même de la porte d'accès au restaurant, qui contient un verre cintré impossible à remplacer par un verre isolant.

Une ouverture annuelle induit un accès propre, indépendant de la piscine. Il n'est toutefois pas possible de créer un tel accès, soit par adjonction d'une nouvelle construction, soit par percement des murs. Seule une modification des grilles et portillons de fermeture hivernale est possible.

La faisabilité technique d'une ouverture annuelle semble possible, mais des difficultés demeurent, nécessitant des études supplémentaires, spécialisées et coûteuses, portant sur la statique de l'ouvrage, la conformité aux nouvelles normes, la physique du bâtiment, etc. En admettant que ces expertises confortent les choix techniques et qu'une autorisation soit donnée pour une réalisation effective, le coût des travaux de transformation du restaurant et de la rotonde représenterait, selon l'estimation actuelle, un montant compris entre 2 et 3,5 millions de francs.

Aux considérations techniques et financières, s'ajoutent les contraintes d'exploitation hivernale, plus précisément la charge énergétique engendrée par une ouverture annuelle. De ce point de vue, pour la Municipalité, la transformation du bâtiment est indéfendable. De manière générale, elle va à l'encontre des principes de développement durable : coûteuse, vorace en énergie et portant atteinte au concept architectural d'un bien culturel remarquable, pour un besoin qui reste à vérifier. C'est pourquoi, la Municipalité ne souhaite pas poursuivre l'étude d'une ouverture annuelle du restaurant de Bellerive-Plage.

En ce qui concerne d'autres restaurants appartenant à la Ville de Lausanne et également soumis à des contraintes saisonnières, seul celui du camping de Vidy répond à cette définition. Contacté, son exploitant a affirmé ne pas être intéressé par une ouverture hivernale. Ne voyant aucune utilité à obliger ledit exploitant à changer son mode de fonctionnement, la Municipalité a décidé de ne pas procéder à une étude de faisabilité.

10. Conclusions

Vu ce qui précède, nous vous prions, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le rapport-préavis N° 2009/67 de la Municipalité, du 16 décembre 2009

oui le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire;

considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 16'600'000 francs destiné à la réfection, à l'amélioration et au remplacement d'équipements de Bellerive-Plage ;
2. d'amortir annuellement la somme prévue sous chiffre 1 à raison de 830'000 francs, par le budget de la Direction de la sécurité publique et des sports, Service des sports, rubrique 2101.331 ;
3. de faire figurer sous la rubrique 2101.390 les intérêts relatifs aux dépenses découlant du crédit mentionné sous chiffre 1 ;
4. de balancer le compte d'attente ouvert pour couvrir les frais d'études, par prélèvement sur le crédit mentionné sous chiffre 1 ;
5. de porter en amortissement du crédit mentionné sous chiffre 1 les subventions qui pourraient être accordées ;

-
6. d'approuver la réponse de la Municipalité au postulat de M. Jean-Charles Bettens, « Pour une piscine de Bellerive chauffée » ;
 7. d'approuver la réponse de la Municipalité au postulat de Mme Magali Zuercher, « Le parc de la piscine de Bellerive ouvert toute l'année » ;
 8. d'approuver la réponse de la Municipalité au postulat de M. Guy Gaudard « Pour une ouverture journalière du restaurant de la piscine de Bellerive ».

Au nom de la Municipalité :

Le syndic :

Daniel Brélaz

Le secrétaire :

Philippe Meystre